



## Assemblée générale

Soixante-douzième session

Documents officiels

Distr. générale  
22 novembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Deuxième Commission

#### Compte rendu analytique de la 16<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 16 octobre 2017, à 10 heures

*Président* : M. Jürgenson ..... (Estonie)

### Sommaire

Point 25 de l'ordre du jour : Développement agricole, sécurité alimentaire  
et nutrition

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 5.

**Point 25 de l'ordre du jour : Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition**

(A/72/303 et A/72/63-E/2017/11)

1. **M. Mukherjee** (Chef du Service de l'analyse et de l'élaboration des politiques, Division du développement durable, Département des affaires économiques sociales), présentant le rapport du Secrétaire général sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition (A/72/303), dit que le rapport examine la façon dont les gouvernements, les institutions mondiales et d'autres acteurs travaillent ensemble pour examiner plus avant la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et en particulier la réalisation de l'objectif 2 : éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et promouvoir l'agriculture durable. L'objectif 2 est assorti de cinq cibles, et il est intimement lié aux autres objectifs.

2. Depuis la rédaction du rapport du Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié son rapport de 2017 intitulé *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, qui donne les estimations les plus récentes sur la faim. Malheureusement, les résultats ne sont pas encourageants. Le rapport de la FAO indique en effet que, après une baisse prolongée depuis 1990, la faim a augmenté de nouveau dans le monde en 2016 et touche maintenant 850 millions de gens. Cette augmentation préoccupante semble être le résultat de conflits, de catastrophes naturelles, des effets des phénomènes El Niño et La Niña et de facteurs associés tels que l'insécurité alimentaire critique, la famine et la disette. Faute de mesures ambitieuses pour transformer la démarche suivie pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'objectif 2 ne sera sans doute pas atteint.

3. Le rapport du Secrétaire général appelle l'attention sur ce qui est fait pour remédier aux effets de ces crises comme le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées, adopté par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, et le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO. Les pays doivent mener une action multisectorielle s'agissant de la nutrition et de la sécurité alimentaire en faisant converger la protection sociale et les interventions en matière de nutrition et de développement agricole.

4. Le deuxième message important du rapport est que les problèmes de nutrition sont de plus en plus

complexes, en raison de la multiplicité des formes de malnutrition qui peuvent fort bien coexister au sein d'un même pays ou même d'un ménage. La prévalence de la surcharge pondérale et de l'obésité chez les enfants, qui augmente dans la plupart des régions du monde est préoccupante. Le rapport préconise donc de développer l'éducation nutritionnelle chez tous les acteurs de façon à augmenter la demande d'aliments diversifiés et nutritifs. La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) constitue un mécanisme d'accès facile, sans surprise, mondial, pour suivre la réalisation de la cible 2.2 et assurer une responsabilisation mutuelle.

5. Un troisième message du rapport est qu'il existe bien des solutions pour une agriculture plus viable et plus productive, mais qu'il s'agit encore de les appliquer sur le terrain. L'agroécologie aide efficacement à élaborer des stratégies tenant compte des caractéristiques nutritionnelles des aliments, des aspects sociaux de l'alimentation et de la nécessité de rétablir et de préserver les fonctions écosystémiques. Au cours de l'année écoulée, on a pris plus largement conscience du rôle du secteur agricole pour améliorer la résistance au changement climatique. Ainsi, environ 90 % des contributions déterminées sur le plan national à la réalisation de l'Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques englobent maintenant l'agriculture. La valorisation des synergies dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des autres accords et programmes d'action est essentielle si l'on veut réaliser les objectifs de développement durable.

6. Un quatrième message bien précis contenu dans le rapport est que la recherche et l'innovation doivent faciliter le changement et une meilleure compréhension des fonctions et services écosystémiques. Constatant qu'il existe bien des technologies et des démarches utiles, le Secrétaire général dit que des investissements stratégiques sont nécessaires pour promouvoir une large adoption de méthodes de gestion durable des ressources naturelles et des paysages dans l'ensemble des systèmes productifs et des différents types d'exploitation.

7. Un cinquième message du rapport est que, dans beaucoup de cas, les politiques de l'agriculture et du système alimentaire ne font pas de distinction entre les différents types d'exploitation et, en visant surtout la production, tendent à favoriser les grosses exploitations. Or il faut s'efforcer de mettre au point des technologies appropriées et les transférer aux petits producteurs. L'accès à des modalités novatrices de financement et un régime foncier plus solide

constituent aussi des moyens importants de prévenir la dégradation des sols et de renforcer les systèmes alimentaires autochtones. Le rapport met en évidence le rôle central de l'État dans l'émancipation économique des petits exploitants pour leur permettre d'investir de façon responsable et d'encourager des conditions propices à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le rapport fait mention aussi de la nécessité de suivre des politiques et des programmes attentifs à l'égalité des sexes en matière d'agriculture et de ressources naturelles. L'importance grandissante de la pêche et du secteur de l'aquaculture pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle est relevée dans le rapport, et des preuves sont présentées du succès de nombreuses actions régionales qui complètent l'action mondiale et aident les pays, au niveau national, à promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition.

8. Enfin, le rapport appelle l'attention sur plusieurs mesures utiles prises par beaucoup de gouvernements et sur des idées concrètes à suivre pour faire converger la protection sociale, la nutrition, l'agriculture et la préservation de l'environnement. Il faut mener une action dans plusieurs secteurs et mobiliser des partenariats dans différents domaines pour éliminer la faim, la malnutrition et pour nourrir durablement une population qui, en 2030, continuera à augmenter.

9. **M. Cadena** (Équateur), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que les statistiques concernant l'accès à l'énergie alimentaire, le retard de croissance et la malnutrition présentées dans le rapport du Secrétaire général (A/72/303) sont préoccupantes. Le rythme actuel et le champ d'application de l'action menée seront sans doute insuffisants pour promouvoir les profonds changements nécessaires pour réaliser l'objectif 2 et ses cibles dans beaucoup de régions.

10. Comme l'élimination de la pauvreté et de la malnutrition est liée à une transformation profonde de l'agriculture et des systèmes alimentaires et à l'émancipation économique des populations rurales, la création de systèmes alimentaires plus durables doit être au centre des efforts faits pour éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité. Cependant, les États Membres, en particulier les pays en développement, ont beaucoup de mal à saisir les corrélations complexes existant entre la sécurité alimentaire, la nutrition, la transformation du monde rural et l'agriculture durable, ainsi que les liaisons entre l'objectif 2 et les autres. Le Groupe attend des résultats tangibles des plans et programmes nationaux durant la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025).

11. Les progrès accomplis dans la mobilisation des moyens de réaliser l'objectif 2 et les dispositions

connexes dans le Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement demeurent insuffisants et il faut d'urgence s'occuper de cette question, en particulier parce que l'investissement dans l'agriculture est plus efficace, dans l'optique de la réduction de la pauvreté, que l'investissement réalisé dans les secteurs non agricoles, et cet investissement est donc un moyen essentiel de rompre le cercle vicieux de l'extrême pauvreté, de la sous-alimentation et de la malnutrition. Une augmentation quantitative et une amélioration qualitative importantes de l'investissement dans l'agriculture et dans les zones rurales, en particulier dans les pays les plus vulnérables, sont donc nécessaires, et l'opinion des agriculteurs eux-mêmes doit avoir une place centrale dans toute stratégie tendant à augmenter les investissements. Certains progrès ont bien été faits dans l'élimination des distorsions constatées sur les marchés mondiaux des produits agricoles, mais il est essentiel de faire avancer le Cycle de négociations multilatérales de Doha pour le développement, notamment sur le soutien intérieur, l'accès aux marchés et la concurrence à l'exportation.

12. **M<sup>me</sup> Khyne** (Myanmar), parlant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dit que la pauvreté, la faim et la malnutrition continuent à faire gravement obstacle au développement durable. Constatant l'impact du changement climatique, de l'accroissement de la population et de l'instabilité des prix des denrées alimentaires sur l'insécurité alimentaire, elle dit que s'il n'y a pas une intensification des efforts menés, certaines régions du monde continueront à être aux prises avec la pauvreté et la malnutrition bien après 2030.

13. L'élimination de la faim et de la malnutrition est étroitement liée à l'agriculture, aux systèmes alimentaires et aussi à l'autonomisation des populations rurales. L'agriculture emploie 40 % de la population mondiale et, pour rompre le cercle vicieux de l'extrême pauvreté, de la sous-alimentation et de la malnutrition, une croissance rapide et soutenue dans l'économie agricole et rurale est essentielle. L'investissement public et privé dans l'infrastructure, dans les technologies qui ménagent le climat, dans des conditions politiques et institutionnelles favorables, et dans la protection sociale et les services publics à l'intention des ruraux pauvres est essentiel. Une meilleure intégration des politiques et des programmes, notamment par des plateformes et des partenariats pluripartites, jouerait un rôle important pour

promouvoir le développement agricole, réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

14. La Communauté de l'ASEAN à l'horizon 2025 met en avant le rôle crucial du développement agricole, de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour un développement soutenu dans la région. L'ASEAN applique déjà plusieurs initiatives d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment le Plan de coopération stratégique de l'ASEAN en matière d'alimentation, d'agriculture et de foresterie (2016-2025) qui a déjà amené des améliorations dans l'harmonisation des normes agricoles; le Cadre intégré de l'ASEAN pour la sécurité alimentaire et le Plan de coopération stratégique de l'ASEAN en matière de sécurité alimentaire (2015-2020), dont l'objet est d'améliorer la coordination intersectorielle pour assurer les approvisionnements; et les plans d'action stratégiques de l'ASEAN pour la coopération dans les domaines de l'élevage, la pêche et l'agriculture pour la période 2016-2020. Des directives ont également été mises au point, notamment pour la sécurité alimentaire et la politique de la nutrition, sur la gestion des sols et la gestion de la nutrition. L'ASEAN a adopté un cadre multisectoriel sur le changement climatique dans ses rapports avec la sécurité alimentaire, dans lequel des politiques et stratégies coordonnées seront appliquées pour lutter contre le changement climatique dans l'agriculture et la foresterie.

15. La nutrition contribue beaucoup au développement durable, et c'est un facteur important du succès des objectifs de développement durable. Malgré une croissance économique impressionnante, l'ASEAN souffre toujours d'une forte prévalence de la malnutrition. Durant l'atelier multisectoriel de collaboration de l'ASEAN sur la sécurité nutritionnelle tenu en mars 2017, un système de surveillance de la nutrition, qui inclut des initiatives relatives à l'évaluation, à la création de capacités et à un plaidoyer pour la sécurité nutritionnelle, a été défini.

16. **M. Islam** (Bangladesh), parlant au nom du Groupe des pays les moins avancés (PMA), dit qu'il est très préoccupant de voir qu'on traverse actuellement l'une des plus graves crises alimentaires des 70 dernières années. Sur les 23 pays souffrant d'une grave insécurité alimentaire, 18 sont des PMA, avec une population totale de près de 72 millions. Le Groupe appelle la communauté internationale, en particulier les partenaires de développement, à augmenter leur aide financière et en nature pour remédier à cette situation.

17. L'objectif de développement durable 2 est à la base de beaucoup d'autres objectifs et mérite donc

qu'on y prête attention. L'agriculture, qui est le secteur prépondérant dans la plupart des PMA et la première source d'emplois pour la grande majorité des populations rurales de ces pays, est étroitement liée à l'élimination de la pauvreté et de la faim, au développement rural, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Il est préoccupant de voir que la productivité agricole dans les PMA n'a pas augmenté entre 2010 et 2014 et que 8,3 % seulement des terres arables de ces pays sont irriguées. Au cours des dernières décennies, les PMA ont été disproportionnellement frappés par le changement climatique, en même temps que les migrations induites par ces changements augmentent. La réduction de la surface arable causée par la désertification et la dégradation des sols compromet les efforts faits pour soutenir la production vivrière. Les agriculteurs, dans les PMA, sont surtout des petits exploitants, souvent des femmes, très vulnérables aux effets des catastrophes naturelles et des variations brutales des prix.

18. Bien que la prévalence de la sous-alimentation dans les PMA ait diminué légèrement et soit actuellement de 22,3 % en 2015, 40 % environ des enfants de moins de 5 ans font un retard de croissance. La place de la nutrition dans les plans de développement national doit être nettement améliorée si l'on veut réaliser les objectifs de développement durable.

19. L'accroissement de la production agricole et de la productivité est essentiel pour augmenter les revenus dans les PMA. La diversification et la valeur ajoutée aux produits de base, notamment par l'adoption de nouvelles technologies, les aideraient à participer aux chaînes de valeur régionales et mondiales. Le Groupe des PMA rappelle la nécessité d'un investissement adéquat dans l'infrastructure physique, le développement scientifique et technologique, la recherche agronomique et la vulgarisation agricole, ainsi que l'accès au crédit et à la technologie. Il faut apporter un soutien au développement de variétés à haut rendement et résistant au changement climatique pour les cultures vivrières, créer des capacités et financer les moyens d'adopter des pratiques et technologies adaptées au changement climatique. L'autonomisation des femmes, en particulier des femmes rurales, est d'importance critique pour éliminer la pauvreté et la malnutrition.

20. La réalisation de l'objectif 2, objectif général d'élimination de la pauvreté, et l'objectif de réduction de moitié du nombre de PMA, qui devraient être reclassés en 2020 conformément au Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, nécessiteraient une relance du

partenariat international. L'élimination de la pauvreté et de la faim, un meilleur accès aux soins de santé, à l'éducation et aux autres services sociaux, la lutte contre les effets du changement climatique et la création d'une capacité productive et d'une infrastructure dans les PMA doivent rester au centre de l'action de coopération des Nations Unies pour le développement. Investir dans la sécurité alimentaire et le développement agricole aidera à prévenir les conflits et réaliser la paix.

21. **M<sup>me</sup> Naeem** (Maldives), parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires, dit que la sécurité alimentaire et la nutrition préoccupent les petits États insulaires en développement étant donné le lien existant entre leur système alimentaire, leur économie et leur environnement naturel. Elle se félicite de la mention dans le rapport du Secrétaire général (A/72/303) du développement du Programme mondial d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires en développement, dont le but est l'amélioration des niveaux nutritionnels et de la sécurité alimentaire et la réalisation des Orientations du Samoa ainsi que du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les organismes des Nations Unies partenaires devraient aider les petits États insulaires en développement à appliquer intégralement cette initiative bien nécessaire.

22. Le lien logique étroit entre la sécurité alimentaire, l'action climatique et l'utilisation viable de l'océan est particulièrement pertinent pour les petits États insulaires en développement. Le réchauffement, l'augmentation de la fréquence des inondations et des sécheresses et la montée du niveau de la mer entraînent une réduction des rendements agricoles, et la fréquence accrue des catastrophes naturelles peut endommager les moyens de production et l'infrastructure. La baisse des stocks de poissons compromet le développement économique, et il faut s'efforcer de développer une gestion viable à terme des océans et des mers.

23. Parmi les facteurs qui limitent la diversification économique des petits États insulaires en développement figurent la petite taille, la dotation de ressources trop limitée et l'éloignement des marchés. Un grand nombre de ces États sont désormais des importateurs vivriers nets et subissent de plein fouet l'augmentation et l'instabilité des coûts de l'importation et de l'offre à l'échelle mondiale. La dépendance à l'égard des aliments importés et la consommation de produits alimentaires transformés ont également eu un impact négatif sur la santé des habitants de ces États, et les maladies non contagieuses sont en augmentation.

24. L'Alliance est très attachée à la solution de ces problèmes. Le Cadre de partenariat pour les petits États insulaires en développement offrira des possibilités d'échange de connaissances, de création de capacités et de transfert de technologies. L'utilisation de données de référence est en cours d'amélioration pour rendre plus durables et plus salubres les systèmes alimentaires.

25. **M. Ten-Pow** (Guyana), parlant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que les dévastations causées par les récents ouragans dans la région ont bien montré la grande vulnérabilité des membres de la CARICOM aux catastrophes liées au climat. La fréquence et la gravité de ces événements vont sans doute augmenter, et cela compliquera le développement agricole et la sécurité alimentaire dans la région. Les chiffres récemment publiés par la FAO montrent que le nombre de personnes souffrant de la faim dans la région antillaise a augmenté, inversant des décennies d'amélioration. En même temps, la prévalence de l'obésité chez les enfants de moins de 5 ans dans la région est estimée à près de 7 %.

26. Les membres de la CARICOM attendent de la communauté internationale la poursuite de son aide en vue de développer la résilience nécessaire à la réalisation des objectifs de développement durable qui concernent la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition. Des instruments internationaux tels que la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, qui contient les cinq Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable, ont renforcé la politique régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la communauté, définie en 2010, et sa politique agricole commune définie en 2011. Avec les Orientations du Samoa et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), ces politiques constitueront un cadre d'action global pour la réalisation des objectifs de développement durable, notamment l'objectif 2.

27. Les politiques régionales de lutte contre la faim et la malnutrition sont liées à la production agricole et aux systèmes alimentaires, ainsi qu'à leurs chaînes de valeur. Les petits agriculteurs et les petits pêcheurs sont des agents d'importance critique pour le développement de l'agriculture et dans la réalisation de la sécurité alimentaire et d'une bonne nutrition. Trop souvent, pourtant, ils ne peuvent augmenter leur productivité faute de moyens techniques. Les membres de la CARICOM accueilleront avec gratitude l'assistance que les partenaires internationaux pourront fournir à la modernisation des technologies utilisées pour améliorer la sécurité alimentaire et réduire

l'incidence de la faim et de la malnutrition dans la région.

28. Les objectifs de développement durable ne pourront pas non plus être réalisés sans le soutien des partenaires à des initiatives telles que les échanges dette contre adaptation climatique et atténuation des effets des catastrophes et contre un accès plus facile à un financement concessionnel. La CARICOM soutient l'appel lancé par l'Équipe de travail interinstitutions sur le financement du développement pour une augmentation des investissements destinés à réaliser les objectifs nationaux de développement durable. Du fait de leur reclassement récent, plusieurs États de la CARICOM sont maintenant privés de l'accès à un financement concessionnel dont ils ont besoin pour reconstruire leur pays. Les membres de la CARICOM appellent donc à un réexamen des critères utilisés pour ce classement afin de garantir que la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux autres facteurs de risque et l'élimination des lacunes du développement sont pris en compte quand on détermine le classement par catégorie au regard du développement. En outre, ces pays préconisent que les recommandations définies dans l'Accord de Paris, dans les Orientations du Samoa et dans le Cadre de Sendai soient systématiquement intégrées dans tous les plans de développement.

29. **M. Jaime Calderón** (El Salvador), parlant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit que la CELAC est très attachée à la poursuite de la réalisation de son Plan pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la faim avant 2025 (Plan de la CELAC), qui contient des recommandations et des stratégies, notamment s'agissant de programmes d'alimentation scolaire; il est aussi utilisé comme moyen de s'assurer des progrès dans la réalisation du Programme pour 2030. La CELAC a prié la FAO de poursuivre sa coopération avec les pays de la région.

30. L'application des Directives volontaires pour les politiques agroenvironnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes, élaborées par la FAO, aiderait à protéger les ressources qui sont la condition de la sécurité alimentaire dans la région. La CELAC a accepté l'offre de la FAO d'utiliser la plateforme sur la biodiversité, l'agriculture et l'alimentation comme moyen de promouvoir l'intégration des principes de conservation et de biodiversité dans les politiques agricoles, forestières, halieutiques et touristiques.

31. Constatant que l'augmentation de l'investissement dans l'agriculture, notamment dans l'exploitation familiale, aurait un impact positif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région, il

dit que la CELAC a réaffirmé sa volonté d'appliquer des politiques de promotion de l'agriculture familiale. Les initiatives tendant à encourager la coopération à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau régional devraient favoriser l'application du Plan de la CELAC et créer le cadre institutionnel nécessaire pour améliorer la résilience des exploitations familiales. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent compléter la coopération Nord-Sud et l'aide publique au développement (APD), de façon à encourager l'échange de pratiques optimales et de données d'expérience et accroître les capacités nationales en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

32. La CELAC continuera à soutenir les actions tendant à éliminer toutes les formes de malnutrition, en particulier dans la prime enfance, au besoin par des formations. La Communauté continuera à promouvoir un système de production alimentaire viable, sans exclusive et efficace avec la participation des petits exploitants et une réduction des pertes et du gaspillage d'aliments. Elle reconnaît que les événements météorologiques extrêmes mettent en difficulté l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et elle souligne l'importance de l'aide internationale. La CELAC a renouvelé sa demande d'aide financière et technique aux partenaires afin de promouvoir la réalisation de son plan et des objectifs de développement durable. Dans la Déclaration sur la sécurité alimentaire et la nutrition adoptée à la quatrième Réunion au sommet de la CELAC en 2016, les membres de la CELAC ont réaffirmé leur volonté de promouvoir la coordination interinstitutions dans leur pays pour mettre en œuvre le Plan de la CELAC.

33. **M. Sinha** (Inde) dit qu'alors qu'il y a assez d'aliments pour nourrir toute la planète, des millions de pauvres continuent à souffrir de la faim. Une croissance accélérée de l'économie agricole et rurale est essentielle pour rompre le cercle vicieux de l'extrême pauvreté, de la sous-alimentation et de la malnutrition. Ce serait aussi un moyen essentiel de réaliser plusieurs objectifs de développement durable et leurs cibles.

34. L'Inde est passée d'un déficit vivrier à la couverture de ses besoins en une vingtaine d'années, et elle est devenue un important exportateur de produits agricoles végétaux et animaux et le premier producteur mondial de lait. Les efforts officiels faits pour améliorer le niveau technologique dans l'agriculture ont permis d'augmenter la production de céréales et de développer des institutions de recherche et de formation de classe mondiale. Cependant, plusieurs problèmes continuent à se poser, comme l'amélioration

de la productivité agricole, l'introduction de pratiques culturales plus viables, la réduction des prix des intrants agricoles et l'amélioration de la distribution des aliments.

35. Le Gouvernement indien a pris plusieurs mesures pour doubler d'ici à 2022 le revenu des agriculteurs, et il a lancé notamment un système d'identification biométrique unique au monde ainsi que des services bancaires et de téléphonie mobile sans équivalent ailleurs. Une plateforme de commerce électronique, eNAM, a également été lancée pour améliorer les liens entre les agriculteurs et leurs marchés, et un dispositif a récemment été annoncé pour accroître la valeur ajoutée aux produits agricoles. Les coopératives ont été invitées à se lancer dans de nouvelles activités pour améliorer l'économie rurale, des fiches descriptives de la santé des sols ont été distribuées à tous les agriculteurs et un important investissement a été fait pour améliorer l'irrigation.

36. L'action menée contre la faim et la malnutrition doit être accélérée. Très attachée à la coopération Sud-Sud, l'Inde souhaite partager son assistance technique avec d'autres pays en développement.

37. **M. Zhang** Zepeng (Chine) dit qu'en raison de plusieurs facteurs comme le changement climatique et la réduction des terres arables, la sécurité alimentaire mondiale paraît bien précaire. La communauté internationale doit faire beaucoup plus, par une coopération plus intense et une action commune pour réaliser les objectifs de développement durable, notamment l'objectif 2.

38. Il faut moderniser l'agriculture. Les pays doivent privilégier l'agriculture et la production vivrière, augmenter l'apport d'intrants agricoles, améliorer l'infrastructure rurale, développer l'agriculture écologique et créer des capacités de développement agricole durable. Il faut mieux utiliser les aliments, réduire les gaspillages et les pertes et promouvoir le développement de l'agronomie. La communauté internationale doit s'efforcer de créer un ordre équitable, rationnel, durable et stable du commerce agricole, réduire au minimum le protectionnisme et faciliter les échanges. Les pays développés doivent honorer leurs engagements à l'égard des pays en développement. La Chine attache une grande importance au développement agricole et sa production vivrière augmente, notamment grâce à la mécanisation, et les niveaux de vie des agriculteurs s'améliorent régulièrement.

39. Son pays participe activement à la coopération internationale pour éliminer la faim et réduire la pauvreté. Plus de 100 pays et régions ont reçu son aide,

notamment dans les centres de vulgarisation agricole, où une formation technique est dispensée, et par la fourniture d'intrants agricoles. La Chine continuera son action dans l'initiative « One Belt, One Road » et la coopération Sud-Sud pour améliorer la productivité agricole dans d'autres pays en développement.

40. **M<sup>me</sup> Goh** (Singapour) dit que l'offre robuste d'aliments sains et nourrissants à des prix abordables est une question de développement durable complexe en soi et un problème mondial, en particulier face à la diminution de la productivité agricole liée au manque d'investissement, à la réduction de la main-d'œuvre agricole et à l'impact du changement climatique. Moyennant l'innovation et une action technologique et des politiques efficaces et vigoureuses de soutien à l'agriculture, ces problèmes pourraient être résolus et, comme l'envisage le Programme à l'horizon 2030, l'humanité serait à l'abri de la faim.

41. Bien que Singapour importe plus de 90 % de sa nourriture, et est donc vulnérable aux fluctuations de l'offre et des cours des denrées alimentaires ainsi qu'aux incidents de sécurité alimentaire se produisant à l'étranger, Singapour est l'un des pays d'Asie où la sécurité alimentaire est le mieux assurée en 2016 et il se classe au troisième rang de l'indice de la sécurité alimentaire dans le monde. Trois stratégies ont été élaborées pour aborder de front la sécurité alimentaire : la diversification des sources d'importation, l'internationalisation et la production locale. Très limité, le secteur agricole local joue pourtant un rôle dans la sécurité alimentaire, et le Gouvernement travaille avec les divers acteurs pour le transformer.

42. La technologie et l'innovation contribuent beaucoup à la transformation et à la productivité agricoles. Dans son pays, les exploitations agricoles obtiennent de bons résultats en utilisant des systèmes de production verticale abritée et appliquent des technologies de pointe pour réduire la dépendance à l'égard de la main-d'œuvre et la vulnérabilité aux risques environnementaux. État fortement urbanisé, Singapour encourage l'utilisation efficace et novatrice de l'espace pour trouver des solutions alimentaires urbaines et pourrait servir de laboratoire vivant pour des solutions urbaines et des technologies agricoles de pointe. Singapour attache une grande importance à la formation d'une nouvelle génération d'agronomes pour transformer le secteur agricole de l'avenir.

43. **M. Schlosser** (Israël) dit que malgré l'engagement pris par la communauté internationale de venir à bout de la faim et d'éliminer la pauvreté, une personne sur huit dans le monde ne sait toujours pas où elle se procurera son prochain repas. Le

développement de l'agriculture durable et des systèmes d'adduction d'eau et l'émancipation économique des petits exploitants agricoles figurent parmi les mesures essentielles à prendre pour éliminer la faim et réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il faut pour cela des efforts menés en commun, une meilleure coordination et une bonne coopération entre tous les acteurs.

44. Le changement climatique est une menace qui pèse sur l'existence même des petits États insulaires. Cependant, la formation, l'acquisition de connaissances indispensables et l'utilisation habile de l'équipement peuvent beaucoup aider à résoudre les problèmes qui se posent aux pays qui cherchent à développer une infrastructure agricole robuste et viable. Israël a acquis sa propre expérience à cet égard. Au cours des six dernières décennies, Israël a transformé son système d'adduction d'eau et de production agricole, passant d'une petite agriculture de subsistance caractérisée par l'insécurité alimentaire et hydrique à une puissante source de technologie et d'innovation. Israël partage avec d'autres pays ses connaissances et sa technologie agricoles, sa connaissance des moyens de réduire les effets du changement climatique, de planifier en prévision des catastrophes, de gérer l'eau et d'organiser le dessalement d'eau de mer, et son système d'irrigation au goutte à goutte est désormais utilisé dans le monde. L'Agence israélienne de coopération internationale pour le développement, qui forme plus de 2 000 spécialistes de 100 pays chaque année, a adopté le principe de la formation des formateurs pour créer des capacités et aider les participants à devenir dans leur pays d'importants agents de changement.

45. **M. Alimov** (Fédération de Russie) dit qu'il faut une meilleure coordination pour inverser l'aggravation de la situation alimentaire mondiale. La FAO, le Programme alimentaire mondial, le Fonds international de développement agricole et l'Organisation mondiale de la Santé ont un rôle majeur à jouer, aux côtés des États Membres, pour suivre des stratégies cherchant à garantir la production alimentaire nécessaire pour tous ceux qui sont sous-alimentés.

46. Il approuve les recommandations du rapport du Secrétaire général (A/72/303), mais le rapport ne prête pas assez attention à la sûreté des aliments et aux régimes alimentaires équilibrés, éléments importants de la réalisation des objectifs 2 et 3 de développement durable. La Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées sont une base institutionnelle et juridique d'action dans ce domaine. Il faut s'efforcer de mieux appliquer les initiatives

prises telles que la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) et le Programme mondial d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires en développement, de façon à obtenir des résultats tangibles.

47. La sûreté alimentaire et la production d'aliments de qualité sont une priorité constante en Fédération de Russie, et plusieurs initiatives ont été prises dans ce sens. Son pays a accueilli une conférence internationale sur la sûreté alimentaire et l'analyse des risques, première partie d'un programme de trois ans mené avec la FAO dans le but de fournir aux pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale une aide pour améliorer la résistance aux antimicrobiens; la Russie envisage d'accueillir un centre de référence de la FAO pour la résistance aux antimicrobiens. De même, la Russie accueillera une conférence régionale de la FAO en mai 2018 sur la sûreté de la transformation alimentaire, au cours de laquelle les questions de sécurité alimentaire seront examinées, en particulier l'effet du changement climatique sur l'agriculture; elle apporte une contribution financière pour évaluer et renforcer les services de laboratoire dans cinq pays; et elle offre une aide précise au Système d'information sur les marchés agricoles du Groupe des Vingt et au Partenariat mondial sur les sols. La Fédération de Russie attache aussi une grande importance à la gestion durable des forêts étant donné que son territoire compte 70 % des forêts boréales mondiales, qui sont la source de centaines de médicaments et d'aliments.

48. La Fédération de Russie reconnaît l'importance de l'introduction de nouvelles techniques agricoles et elle a formulé un programme de développement agricole pour la période 2017-2025. Elle a sensiblement augmenté la production de viande au cours des 10 dernières années et elle exporte plusieurs denrées alimentaires. Elle a apporté une contribution de plus de 30 millions de dollars par an à l'aide alimentaire par le canal du Programme alimentaire mondial.

49. **M<sup>me</sup> Ponce** (Philippines) dit que la Journée mondiale de l'alimentation, célébrée le 16 octobre, montre la volonté collective de lutter contre la faim et la malnutrition. Venir à bout de la faim, réaliser la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et encourager une agriculture viable sont autant d'impératifs si l'on veut réaliser le Programme pour 2030 et les objectifs de développement durable, mais c'est également la clef de la survie de l'humanité.

50. Relevant dans le rapport du Secrétaire général (A/72/303) qu'on prend du retard dans l'élimination de

la faim et la malnutrition d'ici à 2030, elle dit que la question doit être envisagée non seulement en termes d'offre vivrière, mais aussi en fonction de la productivité agricole et du changement climatique. Ces 10 dernières années, le changement climatique a suscité des événements météorologiques plus graves et plus fréquents, et cela a un impact alarmant sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

51. Pays gravement touché par le changement climatique, les Philippines ont défini un programme agricole à l'épreuve du climat, qui suit de près les risques que subissent les agriculteurs et les pêcheurs. On a construit des entrepôts assez solides pour résister aux typhons dans les régions vulnérables. Plusieurs autres interventions remédient aux effets du changement climatique, notamment l'extension de l'assurance agricole universelle, des techniques d'irrigation utilisant l'énergie solaire, la culture d'arbres fruitiers, l'accès au financement et le repeuplement des lacs et des rivières. Le Plan national de développement élargit les perspectives dans l'agriculture, la foresterie et la pêche.

52. Il faut renforcer la coopération internationale pour soutenir des stratégies de sécurité alimentaire nationales afin d'éliminer la faim chronique et l'insécurité alimentaire permanente et prévenir, à l'avenir, les crises vivrières. Il faut également promouvoir le transfert de technologie et la création de capacités.

53. **M<sup>me</sup> Ratnasari** (Indonésie) dit que le changement climatique, le manque de capacités et d'équipements, l'accès limité à l'innovation et à la technologie et la mauvaise gestion des chaînes d'offre rendent problématique l'élimination d'ici à 2030 de la faim et de la malnutrition dans le monde. Pour ne pas prendre de retard dans la réalisation de l'objectif de développement durable 2, il faut faire converger les efforts et prêter spécialement attention aux pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud. Il faut une forte impulsion politique pour que les engagements pris se traduisent en politiques et actions concrètes dans l'esprit d'une solidarité et d'un partenariat mondiaux.

54. Il faut faire davantage pour promouvoir l'investissement dans l'agro-industrie en milieu rural. La recherche-développement agronomique doit être intensifiée pour améliorer la productivité, l'efficacité et la compétitivité, et il faut rechercher une meilleure cohérence des politiques suivies. L'Indonésie a pris plusieurs mesures à ce sujet, notamment en rationalisant les procédures d'investissement, en restructurant les marchés publics d'intrants agricoles et

en restaurant les terres arables dégradées. Les autorités ont défini un calendrier de plantation à l'intention des agriculteurs afin de réduire le risque de mauvaise récolte; elles modernisent l'agriculture par l'éducation, une meilleure gestion de l'eau et des travaux de recherche-développement. Les autorités accordent aussi des subventions alimentaires en nature aux pauvres et encouragent les familles à utiliser leur basse-cour et leur jardin pour mieux se nourrir. Grâce à ces mesures, le rendement céréalier en 2016 a été le plus élevé des 10 dernières années et les exportations de riz ont augmenté.

55. **M. Gertze** (Namibie) dit que l'objectif de développement durable 2 définit clairement des critères concernant la sécurité alimentaire, qui portent avant tout sur les très jeunes enfants, sur l'accès aux marchés pour les petits exploitants, sur l'accès à la terre et sur la facilitation de la technologie. L'information présente dans le rapport du Secrétaire général (A/72/303) concernant la faim et la malnutrition dans le monde est donc profondément préoccupante.

56. Après la grave sécheresse qui a sévi en Namibie entre 2012 et 2015, le pays a dressé une feuille de route pour l'élimination de la faim, qui comprend des mesures à prendre au cours des cinq prochaines années conformément aux principes du Programme pour 2030. Des crédits ont été ouverts pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le plan de développement national actuel, et les autorités ont également créé la Direction de la gestion des risques de catastrophe et institué une banque alimentaire sous la supervision du Premier Ministre adjoint. Parmi les autres mesures prises figurent un programme visant à encourager l'allaitement maternel et un programme d'alimentation scolaire pour les enfants de foyers vulnérables. Des marchés des fruits et légumes ont été ouverts où les petits exploitants peuvent vendre leurs primeurs. On remédie à la pénurie critique de main-d'œuvre agricole qualifiée en organisant une formation agronomique et des services de vulgarisation agricole à l'intention des petits exploitants.

57. L'action que mène la Namibie pour remédier à l'insécurité alimentaire souffre cependant de la situation économique mondiale, et la situation est exacerbée par de mauvais régimes alimentaires, l'insuffisance des soins et l'accès limité à l'eau propre et à l'assainissement. Des formations, notamment sur la fortification des aliments, sont envisagées, et le pays appelle ses partenaires à l'aider à créer des institutions vigoureuses et responsables et à suivre des politiques qui permettent d'éliminer complètement les décès dus à un manque d'aliments. La deuxième conférence nationale sur les questions foncières sera convoquée en

2018 pour remédier aux effets de l'héritage colonial d'inégalité dans l'accès à la terre.

58. **M. Tupouniua** (Tonga) dit que la sécurité alimentaire est une priorité des autorités aux Tonga. Cependant, les Tonga, qui sont un petit État insulaire en développement, sont un importateur vivrier net, économiquement vulnérable à l'extrême instabilité des cours des importations alimentaires; le pays est vulnérable aussi aux effets du changement climatique. Les Tonga soutiennent donc l'appel lancé dans le rapport du Secrétaire général (A/72/303) à une meilleure coordination de l'action menée pour satisfaire les besoins immédiats des populations touchées par les graves crises alimentaires.

59. Parmi les initiatives prises figure le Plan pour l'agriculture 2016-2020, qui cherche à encourager l'adoption de systèmes cultureux résistants et à l'épreuve du climat dans le pays et est soutenu par divers partenaires internationaux. Le projet AgroMet, mené en partenariat avec le Centre d'action climatique de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, modifie la façon dont on relie les connaissances climatologiques et agronomiques, et le projet devrait améliorer la résilience économique et la sécurité alimentaire. Les Tonga saluent le Programme mondial d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires et les autorités comptent sur une plus grande cohérence du système des Nations Unies en matière de développement agricole, de sécurité alimentaire et de nutrition face au changement climatique.

60. **M. Rattray** (Jamaïque) dit que son gouvernement cherche à promouvoir le développement agricole et à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle; il a adopté plusieurs mesures à cette fin. La politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et le plan d'action ultérieur ont été alignés sur l'objectif de développement durable 2; grâce à l'intensification du programme de soutien des agriculteurs, la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB) en Jamaïque a augmenté en 2016.

61. La Jamaïque est un petit État insulaire en développement qui ne peut produire assez de nourriture pour sa population. Divers facteurs retardent le développement agricole et compromettent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment les événements météorologiques extrêmes, l'insuffisant accès à la technologie, le manque de terre arable, la faiblesse de la recherche-développement et le coût élevé du capital. Des mesures sont à prendre pour remédier simultanément à la faim et à la pauvreté par des interventions en milieu rural où vit la majorité des

très pauvres. Pays en développement importateur vivrier net, la Jamaïque est très vulnérable aux chocs économiques extérieurs et au changement climatique, et les autorités admettent la nécessité d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires locaux.

62. De nouveaux modes de consommation alimentaire ont pour effet d'augmenter la prévalence de l'obésité et des maladies chroniques non transmissibles comme le diabète, les maladies cardiovasculaires et le cancer, et ce problème est désormais un important problème de santé publique. L'agriculture joue un rôle direct dans l'élimination de la faim et de l'extrême pauvreté, mais elle contribue aussi beaucoup à la réalisation d'autres objectifs de développement durable et de leurs cibles. Son gouvernement prend des mesures pour que les habitants du pays aient bien une alimentation nourrissante et régulière, notamment en encourageant la production vivrière, l'investissement et l'augmentation de l'utilisation de la technologie dans l'agriculture, ainsi qu'une utilisation durable à terme des terres arables.

63. **M. Thammavongsa** (République démocratique populaire lao) dit que la réalisation de l'objectif de développement durable 2 aiderait à réaliser les autres objectifs; elle est donc essentielle, notamment dans les pays en situation particulière.

64. L'agriculture et le développement rural sont la condition de la sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition pour l'ensemble des habitants de son pays. Son gouvernement, qui participe activement aux initiatives de l'ASEAN en matière de sécurité alimentaire dans la région, a établi en 2009 un comité national de la nutrition afin de mieux coordonner les mesures prises pour éliminer la pauvreté et la faim. La Stratégie nationale de la nutrition jusqu'en 2025 et le Plan d'action 2016-2020 ont été adoptés, et ils font suite à la stratégie antérieure. Les mesures qu'ils contiennent sont notamment la valorisation des ressources humaines, l'amélioration de l'information nutritionnelle et l'investissement dans des interventions en matière de nutrition. La relance des partenariats et leur amélioration sont importantes pour mobiliser assez de ressources à l'appui de telles initiatives.

65. Les autorités ont progressivement amélioré les mécanismes de suivi et d'évaluation de la réalisation des objectifs de développement durable et de collecte de l'information utile sur la sécurité alimentaire. Le huitième plan quinquennal de développement socioéconomique, pour la période 2016-2020, est un moyen d'intégrer dans la planification nationale les objectifs de développement durable. Son gouvernement

est désireux de continuer à travailler étroitement avec les partenaires de développement et autres acteurs afin d'éliminer la pauvreté et la faim grâce à un développement durable de l'agriculture.

66. **M. Castro Cordoba** (Costa Rica) dit que, depuis l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement, la sécurité alimentaire demeure un problème qui n'est pas résolu. Des mesures précises doivent être prises par la communauté internationale pour donner à ce problème une réponse axée sur l'individu. L'importance des petits producteurs doit être prise en compte dans le choix des stratégies et des solutions durables. L'exploitation familiale en particulier peut beaucoup aider à assurer la sécurité alimentaire mondiale en offrant aux femmes et aux jeunes un travail décent, en encourageant la protection de l'environnement, la production et la consommation durables, et en éliminant la pauvreté et la malnutrition.

67. Les exploitations familiales, qui assurent dans le monde entre 70 % et 80 % de la production vivrière, doivent devenir plus productives et plus viables à terme de façon à réaliser leur potentiel. Il faut mettre au point de nouveaux partenariats aux niveaux national, régional et international, afin de répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des exploitations familiales. S'appuyant sur le succès de l'Année internationale de l'agriculture familiale, en 2014, il dit que le Costa Rica, au nom d'un groupe de pays soutenant cette initiative, est fier de proposer la proclamation de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028. Cette initiative devrait donner des résultats durables dans le sens de l'application du Programme pour 2030 et assurer que personne n'est laissé pour compte; il espère que les États Membres soutiendront cette initiative.

68. **M. Hikmatov** (Tadjikistan) dit que si des progrès ont bien été faits depuis 2000 dans la lutte contre la faim et la malnutrition, il y a encore dans le monde une personne sur huit qui souffre de la faim. Le manque de nourriture affecte non seulement la santé mais ralentit les progrès dans de nombreux domaines du développement. Le moment est venu de se demander pourquoi la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont aussi largement répandues alors que la production vivrière est suffisante pour nourrir toute la population mondiale. Ce problème va s'aggraver, et il est plus urgent que jamais de lutter contre la faim, de réaliser la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir une agriculture durable.

69. Le Tadjikistan est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et il se heurte à de nombreuses difficultés, notamment un déficit vivrier et la

malnutrition; 97 % environ des terres arables du pays sont touchées par la sécheresse et l'érosion. Le Gouvernement tadjike, qui attache la priorité à la sécurité alimentaire et à l'accès à une nutrition de qualité, a participé au mouvement mondial « Renforcer la nutrition » en 2013; une stratégie multisectorielle et un plan d'action pour la nutrition et l'activité physique, pour la période 2015-2024, ont été lancés.

70. Le développement du secteur agricole est essentiel pour réaliser l'objectif de développement durable 2, mais la superficie arable par habitant, au Tadjikistan, diminue constamment. Des mesures ont dû être prises pour améliorer l'utilisation des sols, suivre des pratiques agricoles viables à terme et à l'épreuve du climat et utiliser les techniques modernes pour améliorer la productivité. Il rappelle l'importance de l'investissement, d'une meilleure coopération internationale, de la recherche-développement et d'une augmentation de l'APD pour améliorer la productivité agricole des pays en développement.

71. **M<sup>me</sup> Bayedikissa Kargougou** (Burkina Faso) dit que si ces dernières décennies le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a diminué, les statistiques restent préoccupantes. Les événements extrêmes imputables au changement climatique, la fréquence des catastrophes naturelles, l'instabilité politique et les conflits menacent la sécurité alimentaire, et ces menaces sont aggravées par l'instabilité des cours des produits de base, la montée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que le chômage.

72. La consécration de l'objectif de développement durable 2 à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition témoigne de la volonté de la communauté internationale de lutter contre la faim et la malnutrition. Cependant, il faut un engagement politique, des partenariats, des crédits suffisants et un ensemble approprié de mesures pour réaliser cet objectif. Le Burkina Faso participe à plusieurs initiatives internationales comme la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, la Déclaration du Sommet mondial de 2009 sur la sécurité alimentaire et à l'ensemble du droit international concernant la sécurité alimentaire, la nutrition et les droits de l'homme.

73. Son pays se heurte à des conditions agroécologiques difficiles du fait de la détérioration du climat et de l'accroissement de la population. Le Burkina Faso est fortement dépendant des terres arables pour son développement économique et social, mais près de la moitié de son territoire est affectée par la dégradation des sols. Reconnaisant l'importance

des politiques et des investissements relatifs à l'agriculture, la santé publique et la nutrition, son gouvernement a adopté en 2013 une politique alimentaire pour réaliser une sécurité alimentaire et une nutrition viables d'ici à 2025. Les mesures prises au cours des cinq dernières années, notamment l'amélioration de la gestion des ressources en eau pour l'agriculture, la prévention et la gestion des crises vivrières et la promotion de l'économie rurale, ont permis une augmentation de 2,3 % de la production de céréales et de 3,2 % du PIB.

74. **M. Abebe** (Éthiopie) dit que pour atteindre l'objectif de développement durable 2 en 2030, la communauté internationale doit mettre en œuvre une intervention détaillée et coordonnée. Le développement et le transfert de nouvelles technologies sont une condition d'une agriculture plus durable, à l'épreuve du climat, en particulier face à l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim en 2016 et la persistance de la menace du changement climatique et des conflits qui pèsent sur la sécurité alimentaire dans beaucoup de régions du monde.

75. L'Éthiopie suit une stratégie de développement intégré qui accorde une place centrale à la production et à la productivité agricoles, et pour cela affecte 10 % du budget de l'État à l'agriculture. La vulgarisation agricole a été élargie dans ce programme de développement intégré, qui comprend une action éducative, sanitaire et d'équipement, au profit en particulier des petits exploitants. Les organismes de développement agricole travaillent avec les populations pour introduire des pratiques novatrices. Ainsi, la productivité des cultures et le degré de couverture des besoins alimentaires ont augmenté. La sécurité alimentaire des ménages demeure l'une des priorités du Gouvernement. Le programme du filet de sécurité productif, qui prévoit des transferts en espèces et des distributions d'aliments aux ménages qui souffrent d'une insécurité alimentaire chronique, a permis de sauver des vies et d'aider les populations les plus vulnérables, notamment dans les zones frappées par la sécheresse, à reconstituer leurs actifs productifs.

76. Le secteur agricole a une importance critique pour la sécurité alimentaire et la transformation structurelle dans la majorité des pays en développement, mais il subit les risques du changement climatique. Le Gouvernement éthiopien continue à mettre en œuvre des mesures de réduction du risque de catastrophe en collaboration avec les partenaires de développement. L'action climatique demeure une priorité urgente pour la communauté

internationale, et il faut prendre des mesures pour appliquer l'Accord de Paris.

77. **M. Te** (Cambodge) dit que l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, pour réaliser l'objectif de développement durable 2, figure parmi les priorités de son gouvernement. La question est traitée dans plusieurs documents directifs, notamment le Plan de développement stratégique 2014-2018 et une stratégie nationale de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour la période 2014-2018, à qui ont eu un impact positif sur des millions de ses compatriotes.

78. Le Cambodge obtient une croissance économique remarquable de 7,6 % depuis deux décennies, et le taux de pauvreté a baissé, de 47,8 % en 2007 à 13,5 % en 2014, tandis que l'inégalité de la consommation était fortement réduite et que l'accès à la nourriture et la consommation alimentaire ont augmenté. Malgré ces progrès, diverses contraintes continuent à peser sur la sécurité alimentaire des ménages, notamment la faible productivité agricole et l'insuffisante diversification de la production, la question de l'utilisation durable des ressources naturelles et la création d'emplois. Le Gouvernement s'efforce d'améliorer les capacités des groupes vulnérables en élargissant les filets de sécurité sociale et par des mécanismes de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets, notamment des moyens d'adaptation au changement climatique.

79. L'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition sont liées aux effets du changement climatique. Le Cambodge est régulièrement classé parmi les 10 pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique et aux événements météorologiques extrêmes, et son secteur agricole risque d'être gravement touché. L'ambition à long terme du Cambodge est une agriculture compétitive et productive, créant de la valeur ajoutée, et pour cela il applique diverses initiatives de l'ASEAN ainsi que le plan d'action stratégique pour l'initiative Zéro Faim. Des investissements consacrés à l'agriculture, la protection sociale, la prévention des catastrophes et l'éducation s'imposent donc. Des partenariats public-privé pour le développement agricole aideraient à atteindre l'objectif 2. Il engage les pays industrialisés et développés à fournir aux pays les moins avancés, aux pays sans littoral et aux petits États insulaires en développement une aide financière et technique plus importante en vue de la modernisation agricole et de l'adaptation au changement climatique.

80. **M. Diarra** (Mali) dit que si le Mali a réussi à réduire considérablement le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition, cela ne doit

pas faire oublier que la production agricole demeure fortement dépendante du climat et connaît d'autres difficultés, notamment s'agissant de la gestion des terres et de l'eau, de l'accès au crédit et du financement. L'agriculture est l'un des piliers de l'économie malienne et représente plus de 30 % du PIB. Grâce aux mesures prises pour la mécanisation et la transformation des produits agricoles, la production céréalière a augmenté en moyenne de 8 % par an entre 2012 et 2017 et la production de coton de 43 % entre 2012 et 2016, faisant du Mali l'un des principaux producteurs de coton de l'Afrique.

81. Pour résoudre les problèmes de développement agricole, le Mali a adopté une législation qui couvre toutes les activités économiques de ce secteur. Une politique de développement agricole a été définie et un comité dirigé par le Président supervise sa mise en œuvre. Conformément à l'engagement pris dans la Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique, le Gouvernement malien a décidé d'affecter 15 % du budget à l'agriculture pour la quatrième année d'affilée. Des efforts considérables ont été faits pour augmenter la production agricole, notamment par la distribution de 1 000 tracteurs aux agriculteurs, l'application de mesures tendant à rendre plus sûr le régime foncier et la fourniture de subventions. Une politique de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été lancée. Son gouvernement est très attaché à la réalisation de l'objectif de développement durable 2 et appelle à la mise en œuvre d'efforts communs de tous les acteurs du développement pour venir à bout de la faim.

82. **M<sup>me</sup> Naowanondha** (Thaïlande) dit que plusieurs problèmes mondiaux tels que le changement climatique et la sécheresse pèsent sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde, et qu'il est essentiel de résoudre ces problèmes pour accélérer l'application du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable. L'accès à l'alimentation et aux marchés agricoles est compromis par les distorsions du système commercial multilatéral.

83. L'utilisation de la technologie améliorera les perspectives de l'agriculture durable et de l'aquaculture, ainsi que les capacités productives et d'adaptation des agriculteurs. L'utilisation viable à terme des ressources du sol et de l'eau est la condition d'une offre alimentaire durable. La Thaïlande attache une grande importance à la valorisation et à la gestion des sols et à des pratiques de pêche ménageant l'environnement, et son gouvernement soutient une utilisation viable à terme des ressources marines dans le cadre de l'initiative d'économie bleue. Pour promouvoir une bonne nutrition et l'accès à l'alimentation, il faut prêter attention à la situation des groupes vulnérables. Grâce aux efforts constants menés

à ce sujet, la proportion de mal nourris en Thaïlande est passée de 34,6 % en 1992 à 7,4 % seulement en 2014 et 2016. La Thaïlande a adhéré à l'initiative Zéro Faim.

84. Pour assurer aux pays en développement un accès équitable aux marchés des produits agricoles, le système commercial multilatéral doit être libre et équitable. Des pratiques commerciales inéquitables incompatibles avec les règles internationales et avec les principes de l'Organisation mondiale du commerce retardent la réalisation des objectifs de développement durable. On peut citer les subventions dommageables accordées aux pêcheries, qu'il faut éliminer.

85. Il faut renforcer la coopération internationale pour faciliter le transfert de technologies et la création de capacités dans la perspective d'une agriculture durable, d'une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La Thaïlande soutient la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire qui complètent la coopération Nord-Sud. Ainsi, elle partage avec d'autres pays de l'Asie et du Pacifique et des pays africains ses meilleures pratiques agricoles et sa philosophie de l'autosuffisance économique.

86. **M. Bilan** (Ukraine) dit que son pays, qui à la fin de novembre marque la Journée du souvenir des victimes du Holodomor (grande famine), est bien conscient des catastrophes causées par la famine. Il salue les initiatives des Nations Unies pour une réduction de moitié de l'incidence de la faim dans le monde, dont le succès affecterait tous les autres objectifs de développement durable; les autorités proposent de tenir une réunion multilatérale sur l'insécurité alimentaire lors de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale avec les principaux exportateurs de céréales et les institutions des Nations Unies compétentes.

87. Malgré des conditions difficiles, l'Ukraine reste en effet l'un des acteurs les plus importants sur le marché international des denrées alimentaires, et la moitié de sa récolte de céréales de 2017 est destinée à l'exportation. Ayant signé l'Accord d'association avec l'Union européenne, l'Ukraine s'emploie à harmoniser sa législation, notamment s'agissant des règlements techniques et de la qualité et de la sûreté des aliments. La politique agricole cherche à réformer l'important secteur agricole, à créer des conditions favorables à l'application d'instruments financiers et à attirer l'investissement dans l'agriculture. La coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies demeure un aspect important de la stratégie alimentaire nationale, et son pays est reconnaissant à la communauté internationale de l'aide qu'elle lui a

apportée. L'Ukraine est l'un des 10 premiers exportateurs mondiaux de céréales, et elle est prête à travailler avec la communauté internationale pour résoudre le problème de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans le monde.

88. **M. Oniane Nguema** (Gabon) dit qu'après avoir diminué ces dernières années, le nombre des personnes sous-alimentées a brutalement augmenté à nouveau, sans doute en raison de conflits et du changement climatique. Une vraie volonté politique est essentielle pour lutter contre la faim et d'autres formes de malnutrition, et pour assurer le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition, qui doivent figurer en bonne place dans les politiques nationales.

89. Le Gabon continue à augmenter ses activités de lutte contre la faim, la pauvreté et l'insécurité alimentaire. La stratégie agricole choisit quatre domaines prioritaires : la promotion de l'agriculture périurbaine; la transition agricole dans les zones rurales; la mise en place d'une industrie viable à l'exportation qui crée des emplois; et la formation, la recherche- développement. Les autorités ont pris plusieurs initiatives pour soutenir la stratégie, notamment le développement agricole et des projets d'investissement, ainsi qu'un programme agricole pour la sécurité alimentaire et la croissance. De bons résultats ont été obtenus dans les domaines de la création d'emplois, la redistribution de la richesse et la diversification des moteurs de la croissance économique. La Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (GRAINE) est un important programme agricole d'aide aux petits exploitants. En trois ans, 453 coopératives ont ainsi été créées dans le pays au titre de ce programme, et la première campagne a donné 12 000 tonnes de manioc. Pour anticiper les difficultés qui pourraient résulter de l'application de ce programme, les autorités ont récemment établi un fonds de développement agricole qui organise l'assurance des récoltes pour protéger le revenu des exploitants.

90. **M<sup>me</sup> Hlaing** (Myanmar) dit que les efforts déployés pour promouvoir des systèmes viables de production alimentaire et rendre plus résistantes les pratiques agricoles sont nécessaires pour résoudre le problème de la faim et de la malnutrition, qu'on voit à nouveau augmenter dans le monde. Le secteur agricole, qui représente un tiers du PIB de son pays, est l'un des principaux moteurs de l'élimination de la pauvreté, du développement rural et de la sécurité alimentaire au Myanmar. Le Gouvernement a lancé une réforme complète du secteur agricole et du développement rural en vue d'implanter un système agricole inclusif,

compétitif et durable. La stratégie de développement agricole, définie avec les organisations internationales, améliorera la coopération entre les secteurs public et privé et les agriculteurs. Des mesures ont été prises pour gérer, protéger et préserver l'aquaculture étant donné son énorme potentiel de croissance économique. Le Gouvernement a lancé une initiative nationale en faveur de la nutrition au début de l'année, et d'importants résultats en matière de nutrition ont déjà été obtenus en coopération avec les partenaires compétents, notamment les fonds et programmes des Nations Unies.

91. Le développement rural est prioritaire pour le Gouvernement, qui a établi une stratégie de développement rural. Des stratégies et des plans sont en cours d'application pour répondre aux besoins essentiels de la population rurale, et le plan d'électrification devrait apporter l'électricité à toute la population en 2030 au plus tard.

92. Constatant l'impact du changement climatique et des événements météorologiques extrêmes sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire, elle dit que son pays est l'un de ceux qui sont les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, en particulier les cyclones, les inondations et les glissements de terrain. Il faut accorder une assistance financière, technologique et en matière de création de capacités aux PMA pour les aider à lutter contre le changement climatique et à réaliser un développement durable.

93. **M. Dzonzi** (Malawi) dit qu'une action immédiate et ferme est nécessaire pour éviter que le changement climatique et les autres chocs économiques ne compromettent les plans de développement des pays en développement vulnérables.

94. Faute d'une accélération de l'application des principales conditions du développement durable, le nombre de personnes affectées, dans le monde, par le manque d'eau et la faim va augmenter. Les pays développés doivent donc honorer leurs engagements en matière d'APD, et les pays en développement et ceux en situation particulière doivent bénéficier d'un accès élargi à l'innovation technologique. Il faut également prêter attention à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion économique.

95. Le problème de la faim et celui de la pauvreté ne peuvent pas être résolus isolément. Les produits agricoles sont essentiels pour l'énergie renouvelable, la viabilité de l'adduction d'eau et la santé publique, autant d'éléments essentiels du développement durable et de l'élimination de la pauvreté.

96. Son gouvernement continue à restructurer le secteur agricole au Malawi. Il encourage l'agriculture irriguée, de façon à permettre la production agricole même quand les conditions météorologiques sont défavorables, et des petits ouvrages d'irrigation sont en cours de construction pour aider la majorité des petits exploitants agricoles au Malawi. Une nouvelle institution, l'Autorité de la ceinture verte, privilégie les grands ouvrages d'irrigation en partenariat avec le secteur privé. Le Programme de subvention des intrants agricoles, qui cherche à faire bénéficier les petits exploitants de formes non classiques de crédit et d'accès aux intrants agricoles, est en cours d'application.

*La séance est levée à 12 h 35.*